



Gouvernement du Québec
Ministère de la Santé et des Services sociaux

Commission parlementaire
des Affaires sociales
pour

L'ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

**RÉPONSES AUX QUESTIONS GÉNÉRALES ET
PARTICULIÈRES**

**RÉGIE DE
L'ASSURANCE MALADIE
DU QUÉBEC**



**RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE
DU QUÉBEC**

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

**DEMANDE DE
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

QUESTIONS GÉNÉRALES

1. Organigramme de la R.A.M.Q.

L'organigramme 1997-1998 de la Régie a été mis à jour en date du 31 mars 1998. Une copie est présentée à l'annexe 1.

2. Liste des publications régulières, particulières et occasionnelles.

<u>Publication *</u>	<u>Tirage</u>	<u>Coût ⁽¹⁾</u>	<u>Distribution</u>	<u>Imprimeur</u>
Manuel des omnipraticiens (Maj 37,38,Broch. 31,32)	36 600 u.	58 960 \$	34 040 u.	Imprimeries Le Renouveau Vitray AGMV
Manuel des spécialistes (Maj 30,50,51,Broch 47,51)	28 775	40 520	25 345	Imprimeries Le Renouveau LeRoy-Audy Laurentide Vitray
Manuel des dentistes (Maj 29)	4 200	16 355	3 720	Impressions Piché
Manuel des optométristes (Maj 21,22)	1 700	2 435	1 580	Impressions Piché
Manuel et Listes des orthèses-prothèses (Maj 26,27, Listes 15,16)	3 200	11 020	2 975	Impressions Piché
Manuel des aides auditives (Maj 23,24)	1 600	5 930	1 300	Imprimeries Le Renouveau Piché
Liste de médicaments (2 ^e , 3 ^e éditions et Modifications 3 et 4 incluant Gazette officielle)	53 950	205 400	42 045	Imprimeries L'Éclaireur Le Renouveau Formules d'affaires Express Piché AGMV
Statistiques annuelles 1996	1 000	17 795	785	Imprimerie Vitray
Rapport annuel 1996- 1997 (6 fascicules)	18 100	32 375	13 110	Imprimerie Vitray

<u>Publication *</u> (suite)	<u>Tirage</u>	<u>Coût</u> ⁽¹⁾	<u>Distribution</u>	<u>Imprimeur</u>
Dépliants:				
- Services hors-Québec	80 000 u.	4 460 \$	55 765 u.	Imprimerie Vitray
- Services médicaux	15 000	1 030	15 715	Imprimerie Piché
- Services dentaires	30 000	2 620	24 350	Imprimerie Vitray
- Services optométriques	15 000	1 135	15 245	Imprimerie Vitray
- Régime d'assurance maladie	45 000	2 875	28 435	Impressions Piché
- Prothèses mammaires	15 000	1 395	12 115	Impressions Piché
- Aides visuelles	15 000	1 180	21 150	Imprimerie Vitray
- Aides auditives	20 000	1 820	14 000	Imprimerie Vitray
- Prothèses oculaires	15 000	1 020	17 845	Imprimerie Vitray
- Appareils fournis aux stomisés	15 000	1 195	18 775	Imprimerie Vitray
- Cotisation au régime d'assurance médicaments	500 000	26 050	379 275	Imprimerie J.B. Deschamps Inc.
- SRV: Minute, c'est utile	200 000	5 990	⁽²⁾	Imprimerie Le Laurentien
- Exonération financière pour les services d'aides domestiques	4 000	480	2 050	Imprimerie Vitray
- SAAQ - RAMQ ⁽³⁾	500 000	10 900	⁽²⁾	Imprimerie Interglobe
- Régime d'assurance médicaments	1 000 000	26 975	584 365	Imprimerie Interglobe

* Une copie de chaque publication régulière, particulière ou occasionnelle sera fournie sur demande.

Notes:

- (1) Les coûts indiqués incluent les frais de composition, de photogravure et d'impression.
- (2) Ces documents sont transmis avec l'avis de renouvellement ou la carte d'assurance maladie.
- (3) La quantité totale commandée est de 2 100 000 u. pour un coût de 45 780 \$. La livraison et la facturation sont réparties sur deux mois (mars et avril 1998).

3. Liste des voyages hors Québec.

Document joint. Voir annexe 2.

4. Liste des dépenses en publicité et articles promotionnels.

Document joint. Voir annexe 3.

5. Liste des sondages

Il n'y a pas eu de nouveaux sondages en 1997-1998.

6. Liste des études demandées.

<u>Sujet</u>	<u>Coût</u>	<u>Firme</u>
Étude de faisabilité pour la construction d'un entrepôt en annexe de l'édifice du siège social de la Régie	7 550 \$	Architectes Bernard & Cloutier
Analyse et recommandation concernant l'étanchéité du stationnement (membranes; poursuite vs. TRO-CHAÎNES INC. & MAURICE LEBEL ing.)	9 300	Architectes Gagnon, Letellier, Cyr
Étude du marché locatif commercial à Montréal en vue de la location d'espaces pour le programme des services d'aide financière, hébergement et aides domestiques	2 500	Devencore
Étude de l'impact économique du déploiement de la carte à microprocesseur pour le Québec	1 800	Fonds du bureau de la statistique du Québec
Étude de conversion de type de réfrigérant d'un refroidisseur	300	Société immobilière du Québec
Étude sur la gestion des passerelles de sécurité informatique	5 200	Viagénie Inc.
Étude de faisabilité pour l'implantation de solutions visant la réduction des dépenses de téléphonie	34 000	Direction générale des télécommunications
Étude d'optimisation des centres d'appel de la RAMQ volet - services à la clientèle	31 600	Direction générale des télécommunications
Plan d'aménagement de la salle des ordinateurs	9 800	Groupe conseil DMR Inc.

* Une copie de chaque étude sera fournie sur demande.

7. Liste des contrats de moins de 25 000 \$.

Document joint. Voir annexe 4.

8. Liste des contrats ayant fait l'objet de versement(s) supplémentaire(s).

Document joint. Voir annexe 5.

9. Dépenses spécifiques globales.

	<u>1996-1997</u>	<u>1997-1998</u>	
- photocopie	130 320 \$	120 400 \$	
- télécopie (fax)	49 745	46 015	
- téléphonie cellulaire et coût d'utilisation	16 430	25 440	
- téléavertisseurs	5 400	7 325	
- mobilier de bureau	101 445	25 845	
- fournitures de bureau	171 845	126 475	(1)
- distributeurs d'eau de source	N / A	N / A	
- frais de transport, frais d'hébergement et frais de repas	531 920	455 340	(2)
- ressourcement et préparation à la retraite	2 110	3 270	
- dépenses applicables à la participation à des congrès, colloques et toutes sessions de perfectionnement	208 680	338 130	
a) au Québec	194 430	325 780	(3)
b) à l'extérieur du Québec	14 250	12 350	

Notes:

- (1) Il n'est pas possible de ventiler ces dépenses. Les agendas sont produits à l'interne sans frais.
- (2) Il n'est pas possible de ventiler ces dépenses de déplacement.
- (3) Excluant les frais de déplacement (transport, hébergement et repas) regroupés ci-dessus. L'exercice 1997-1998 est marqué par la formation massive aux nouvelles technologies.

10. Liste des véhicules fournis.

La Régie ne fournit aucun véhicule.

11. Cotisations payées pour des membres de corporations professionnelles ou de clubs privés.

La Régie ne paie aucune cotisation pour des clubs privés. Les cotisations versées à des corporations professionnelles en 1997-1998 sont:

<u>Corporation professionnelle</u>	<u>Nombre de membres</u>	<u>Fonction</u>	<u>Coût</u>
Chambre des notaires du Québec (765 \$/m.)	1	Notaire	765 \$
Barreau du Québec (763 \$/m.)	11	Avocat	8 393
			<u>9 158 \$</u>

12. Nombre et répartition du personnel masculin et féminin, des jeunes de moins de 30 ans, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi en 1997-1998 et prévisions pour 1998-1999 et pourcentage par rapport à l'effectif total.

Document joint. Voir annexe 6.

13. Nombre et répartition du personnel qui a bénéficié du Programme de mise à la retraite du gouvernement du Québec pour chaque catégorie d'emploi en 1997-1998 et prévisions pour 1998-1999 et pourcentage par rapport à l'effectif total.

<u>Catégorie d'emploi</u>	<u>Personnel bénéficiaire</u>	
	<u>Nombre</u>	<u>% de l'effectif régulier total (1 007)</u>
Cadres	7	0,7
Professionnels	15	1,5
Fonctionnaires	37	3,7
Ouvriers	<u>1</u>	<u>0,1</u>
Total	<u>60</u>	<u>6,0</u>

Nous n'avons pas de prévisions concernant l'exercice 1998-1999.

14. Ventilation mensuelle des congés de maladie, des heures supplémentaires et des jours de vacance.

<u>Mois</u>	<u>Jours de maladie</u>	<u>Heures supplémentaires</u>		<u>Jours de vacances</u>
		<u>rémunérées</u>	<u>prises en congé</u>	
Avril	946 jrs.	4 056 hrs.	839 hrs.	870 jrs.
Mai	976	2 990	616	885
Juin	1 016	3 570	487	1 933
Juillet	984	4 386	569	6 949
Août	647	2 071	338	6 155
Septembre	735	4 037	368	1 020
Octobre	913	4 038	511	845
Novembre	956	4 099	760	370
Décembre	1 284	5 923	647	2 470
Janvier	1 045	2 030	177	901
Février	1 055	3 396	735	639
Mars	<u>1 077</u>	<u>2 893</u>	<u>490</u>	<u>1 229</u>
Total	<u>11 634 jrs.</u>	<u>43 489 hrs.</u>	<u>6 537 hrs.</u>	<u>24 266 jrs.</u>

Note: Ces données concernent l'ensemble de effectifs de la Régie (réguliers et occasionnels) mais ne sont pas disponibles par catégorie d'emploi.

15. Données sur les effectifs réguliers.

Document joint. Voir annexe 7.

16. Espaces loués par la SIQ.

Conseil consultatif de pharmacologie (M.S.S.S.)

- emplacement: 1126, chemin St-Louis
6^{ième} étage
Sillery (Québec)
- superficie: 410 m² (entièrement occupée)
- coût de location au m²: 156,67 \$/m²/année + 6,8 % frais adm. SIQ
- coût de location en 1997-1998: 68 660 \$
- coûts d'aménagement en 1997-1998: Nil
- durée du bail: 14 mois (fin le 98-03-31)

17. Location d'espaces.

La RAMQ loue des espaces principalement pour son bureau de Montréal, pour regrouper les ressources affectées aux projets et pour son entrepôt à Québec. Les caractéristiques de ces locations pour l'exercice 1997-1998 sont:

A) Bureau de Montréal

- emplacement: 425, de Maisonneuve ouest
3^{ième}, 6^{ième} et 7^{ième} étages
Montréal (Québec)
- locateur: Immobilière MFQ
- superficie: 2 430 m² (entièrement occupée)
- coût de location au m²: 133,42 \$/m²/année
- coût de location en 1997-1998: 296 040 \$

Bureau de Montréal (suite)

- coûts d'aménagement en 1997-1998: Non significatifs
- durée du bail: 3^{ième} et 7^{ième} étages: 10 ans (fin le 2005-04-30)
6^{ième} étage: 5 ans (fin le 2002-07-31)

B) Espace supplémentaire à Montréal (grève des postes)

- emplacement: 425, de Maisonneuve ouest
Rez-de -chaussée
Montréal (Québec)
- locateur: Immeubles SOL-PAR Inc., Groupe Optimum
- superficie: 200 m² (entièrement occupée)
- coût de location au m²: forfaitaire
- coût de location en 1997-1998: 4 000 \$
- coûts d'aménagement en 1997-1998: Nil
- durée du bail: 1 mois (fin le 97-12-27)

C) Projet Horizon 2000

- emplacement: 1126, chemin St-Louis
3^{ième} étage
Sillery (Québec)
- locateur: Standard Life
- superficie: 385 m² (entièrement occupée)
- coût de location au m²: 111,56 \$/m²/année
- coût de location en 1997-1998: 17 840 \$
- coûts d'aménagement en 1997-1998: Nil
- durée du bail: 26 mois (fin le 99-12-31)

D) Restructuration de la RAMQ (espace tampon)

- emplacement: 1126, chemin St-Louis
3^{ième} étage
Sillery (Québec)
- locateur: Standard Life
- superficie: 372 m² (entièrement occupée)
- coût de location au m²: 111,56 \$/m²/année
- coût de location en 1997-1998: 20 660 \$

Restructuration de la RAMQ (suite)

- coûts d'aménagement en 1997-1998: 4 000 \$
réaménagement du local (cloisons, électricité, peinture)
- durée du bail: 6 mois (fin le 98-04-06)

E) Salle de formation (Préposés aux renseignements - personnes assurées)

- emplacement: 1122, chemin St-Louis
1^{ier} étage
Sillery (Québec)
- locateur: Standard Life
- superficie: 230 m² (entièrement occupée)
- coût de location au m²: 161,40 \$/m²/année
- coût de location en 1997-1998: 3 100 \$
- coûts d'aménagement en 1997-1998: Nil
- durée du bail: 1 mois (97-04)

F) Entrepôt

- emplacement:	1255, rue de l'Ancienne-Cartoucherie Québec (Québec)
- locateur:	Bandera Investment
- superficie:	4 052 m ² (entièrement occupée)
- coût de location au m ² :	24,22 \$/m ² /année
- coût de location en 1997-1998:	98 140 \$
- coûts d'aménagement en 1997-1998:	Non significatifs
- durée du bail:	15 ans (fin 2002-04-30)

18. Liste des contrats attribués à des firmes de communication ou de relations publiques.

L'information est déjà incluse dans un document joint. Il n'y a eu aucun contrat attribué pour les relations publiques en 1997-1998. Voir annexe 3.

19. Liste des tarifs (droits et permis) en vigueur.

Aucun.

20 à 26. Ne s'appliquent pas à la RAMQ.

27. Liste des membres du personnel libéré ou embauché pour quelque opération reliée directement ou indirectement aux activités associées aux deux sommets économiques.

Aucun employé.

28. Liste du personnel libéré pour les négociations dans la fonction publique.

Aucun employé.

29. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi en 1997-1998.

Il y a trois personnes mises en disponibilité. Les caractéristiques sont:

<u>Poste initial</u>	<u>Salaire</u>	<u>Poste actuel</u>	<u>Mise en disponibilité</u>
Chef de la Division vérification	50 375 \$	Agent de contrôle	93-04-01
Chef de la Division gestion de l'exploitation	54 655	Analyste en informatique	97-01-01
Enquêteur	56 036	prêté	97-04-01

30. Liste du personnel hors structure (rémunéré par la RAMQ sans y occuper de poste) par catégorie d'emploi en 1997-1998.

Aucun employé.

31. Liste du personnel rémunéré et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres en 1997-1998.

<u>Employé</u>	<u>Assignment initiale</u>	<u>Assignment actuelle</u>	<u>Salaire</u>
Chassé, Claude	Technicien en administration	Libéré S.F.P.Q.	37 786 \$

32. Liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté à la Régie en 1997-1998.

Aucun employé.

33. Liste des cadres et hauts fonctionnaires (administrateurs d'état) qui ont démissionné, ont été réaffectés ou mis à pied en 1997-1998.

Aucun.

34. Liste du personnel qui reçoit une double rémunération, par catégorie d'emploi.

Le système de gestion et d'information sur le personnel de la Régie ne permet pas d'identifier les cas de double rémunération. Ces renseignements ne sont d'ailleurs pas requis en vertu de la Loi sur la fonction publique.

35. Liste détaillée du matériel informatique dont la Régie s'est départie en 1995-1996, 1996-1997 et 1997-1998.

1995-1996: Un lecteur optique UNISYS (modèle S-4000) et divers équipements informatiques désuets (vieux PC, imprimantes et autres périphériques) acquis dans les années 1980 et début 1990 ont été vendus en lot via le Service gouvernemental des surplus pour environ 985 \$.

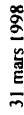
1996-1997: Aucun équipement cédé.

1997-1998: Trois inséreuses Datacard ont été vendues à Datacard Canada Ltée. pour 683 \$ et divers équipements informatiques désuets (micro-ordinateurs, écrans, terminaux, lecteurs de disquettes) acquis dans les années 1990 et 1991 ont été vendus en lot via le Service gouvernemental des surplus pour 6 045 \$.

36. Liste du personnel libéré ou embauché pour quelque opération reliée directement ou indirectement aux activités des commissions Doyon, Nicolet (Saguenay et verglas) , Corbo, Bellemarre,O'Bready, Poitras, Fiscalité et financement des services publics.

Trois personnes ont été libérées pour contribuer à l'opération « verglas ». La liste de ces personnes et les coûts assumés pour leur libération sont:

<u>Nom</u>	<u>Poste</u>	<u>Port d'attache</u>	<u>Durée</u>	<u>Salaire versé</u>	<u>Autres frais</u>
Biron, Thérèse	Agent d'aide socio-économique	Montréal	8 jrs.	1 500 \$	- \$
Bissonette, Cécile	Agent d'aide socio-économique	Montréal	10 jrs.	1 500	-
Sylvestre, Waldek	Agent d'aide socio-économique	Montréal	3 jrs.	500	-



RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC
Liste des voyages à l'extérieur du Québec
Avril 1997 à mars 1998

Destination	Date	But	Coût (\$)	Nom
Ottawa	13 au 16/04/97	Rencontre sur la facturation réciproque (avion payé par le gouvernement fédéral)	450	Louise Boivin
Ottawa	13 au 16/04/97	Rencontre sur la facturation réciproque	880	Jocelyne Tremblay
Toronto	22-23/04/97	Conférence « Optimal drug therapy - Joining forces for solution that work »	885	Danielle Doyon
Ottawa	25/05 au 2/06/97	Rencontre sur la facturation réciproque	740	Jocelyne Tremblay
Orlando	19 au 23/05/97	Conférence sur les cartes à puces « CardTech SecurTech »	2 510	Pierre Fortier
Ottawa	30/07 au 1/08/97	Rencontre sur la facturation réciproque (avion payé par le gouvernement fédéral)	645	Louise Boivin
San Diego	4 au 10/10/97	Conférence de la compagnie NCR « Annual NCR User Group »	2 060	Jean-Louis Pelletier
San Diego	4 au 10/10/97	Conférence de la compagnie NCR « Annual NCR User Group »	2 075	Joanne Gaumond
Ottawa	19 au 22/10/97	Rencontre sur la facturation réciproque (avion payé par le gouvernement fédéral)	335	Louise Boivin
Ottawa	19 au 22/10/97	Rencontre sur la facturation réciproque (avion payé par le gouvernement fédéral)	455	Jocelyne Tremblay
Ottawa	20 au 23/10/97	Participation à la remise des prix CIPA et ACIG	1 350	Joanne Gaumond
Toronto + Hull	20 au 24/10/97	Semaine de la technologie dans l'administration et participation à la remise des prix CIPA et ACIG	1 520	Pierre Houde
Toronto	22-23/10/97	Participation à la remise des prix CIPA et ACIG	1 075	André Dicaire
Toronto	22-23/10/97	Participation à la remise des prix CIPA et ACIG	915	Guy Deschênes
Toronto	22-23/10/97	Participation à la remise des prix CIPA et ACIG	925	Andrée Larose
Toronto	22-23/10/97	Participation à la remise des prix CIPA et ACIG	915	Pierre Fortier

RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC
Liste des voyages à l'extérieur du Québec
Avril 1997 à mars 1998

Destination	Date	But	Coût (\$)	Nom
San Diego	25 au 29/10/97	Rencontre des directeurs en information, au sujet des tendances futures en technologie de l'information, organisée par la compagie Hitachi Data System.	2 040	Guy Chouinard
Ottawa	5-6/11/97	Formation donnée par « The Advocate Institute » sur le régime d'assurance médicaments canadien (vérification des coordonnées sur le programme détaillé)	660	Pierre Boucher
Amsterdam	10 au 14/11/97	Congrès sur les cartes à puces « health cards 97 »	3 200	Pierre Fortier
Amsterdam	10 au 15/11/97	Congrès sur les cartes à puces « health cards 97 »	3 200	Rejean Gignac
Atlanta	6 au 12/12/97	Congrès « 32 annual ASHP midyear clinical meeting and exhibits »	2 335	Danielle Doyon
Saskatoon	17 au 21/01/98	Conférence Nationale sur l'assurance médicaments	1 165	Guy Simard
Toronto	21 au 23/02/98	Groupe de travail FTP (facturation réciproque, avion payé par le gouvernement Fédéral)	430	Jean Delisle
Paris	22 au 29/03/98	Mission institutionnelle et commerciale relativement au déploiement d'une carte santé à microprocesseur et des télécommunications	1 970	François Turenne
Paris	22 au 29/03/98	Mission institutionnelle et commerciale relativement au déploiement d'une carte santé à microprocesseur et des télécommunications	1 745	Pierre Houde

RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC
Dépenses de publicité
Avril 1997 à mars 1998

ANNEXE 3

Firme	Montant (\$)	Type de média	Objet
Groupe Promexo inc.	2 600	Exposition	Location de kiosque; Salon Tourisme Voyages
Salon Conférence internationale sur la vie privée 1997	2 200	Exposition	Location de kiosque; Salon Conférence Internationale sur la vie privée
Association des hôpitaux du Québec	1 715	Exposition	Location de kiosque; Salon annuel Informatique-santé
Salon International des Aînés inc.	950	Exposition	Location de kiosque; Salon le Rendez-vous des 50 ans +
Exposition MT inc.	1 810	Exposition	Location de kiosque; Salon Nouveau regard sur la gériatrie
Promotions Saro inc.	1 250	Exposition	Location de kiosque; Salon Maternité-Paternité 97
Fédération des CLSC du Québec	1 300	Exposition	Location de kiosque; Congrès de la Fédération des CLSC
Éditions E.J.S. inc.	3 450	Magazine	Publicité dans magazine Pensez-y bien
L'Économique	2 000	Revue	Publicité dans Revue Québécoise des Affaires
Le Devoir inc.	565	Journaux	Production d'une annonce dans le cahier spécial sur la vie privée
CHCA FCLSC National Conférence	1 200	Exposition	Location de kiosque; 7 ^e Conférence nationale maintien à domicile
Publications Transcontinental	3 400	Revue	Publicité dans magazine Info-Tech
Forces	3 010	Revue	Publicité dans revue Forces
Les Éditions du Feu Vert	6 800	Revue	Publicité dans revue Info-Tech: confidentialité, site sur internet
Publications du Québec	1 990	Exposition	Location de kiosque; Salon Info-services
Groupe Polygone Éditeurs inc.	2 000	Magazine	Publicité dans Almanach du peuple
Publications du Québec	1 850	Exposition	Location de kiosque; Salon Info-Services de Trois-Rivières

1998-1999: Un budget de l'ordre de 100 000\$ sera consacré aux campagnes publicitaires.

RÉGIE DE L'ASSURANCE-MALADIE DU QUÉBEC
Liste des contrats de moins de 25 000 \$
Avril 1997 à mars 1998

Firme	Plus bas soumissionnaire	Mandat	Montant	Description	Type de soumission
Architectes Bernard & Cloutier	N/A	Étude	7 550	Étude de faisabilité de la construction d'un entrepôt en annexe à l'édifice de la R.A.M.Q.	N/A
Architectes Gagnon, Letellier, Cyr	N/A	Étude	9 300	Analyse et recommandation étanchéité du stationnement extérieur	N/A
Bernatchez Jean-Pierre	N/A	Expertise	1 090	Expertise médical pour dossiers tiers	N/A
Bessette, Ferron, Demers	N/A	Expertise	4 320	Analyse et bilan financier d'un tiers poursuivi	N/A
Boisjoly, Bédard & Ass.	N/A	Secrétariat	1 915	Prise et transcription de notes sténographiques pour dossiers juridiques (2 rencontres)	N/A
Brigitte Théodore, s.o.	N/A	Secrétariat	26 035	Prise et transcription de notes sténographiques pour dossiers juridiques (19 rencontres) (4 rencontres CAS: 2 100 \$; 12 rencontres Conseil d'arbitrage: 20 000 \$; 3 autres: 3 935\$)	N/A
Centre de réadaptation La Ressource	N/A	Services	7 500	Révision de la liste des orthèses et prothèses	N/A
Christine Gardner	N/A	Traduction	2 030	Traduction français-anglais, projet sur les aides auditives	N/A
Corbeil Gilles, Me	N/A	Services	14 385	Services professionnels, dossier juridique	N/A
Desjardins, Ducharmes, Stein, Monast	N/A	Services	16 265	Services professionnels dont convention d'actionnaires avec Motus Technologies	N/A
Devencore	N/A	Étude	2 500	Étude de marché locatif (Montréal)	N/A
Dossiers conjoints PROVINCIAL "COUTURE" INC.	N/A	Secrétariat	1 325	Préparation et confection du mémoire Commission des Affaires Sociales	N/A
Durand Jean-Yves Me	N/A	Services	4 065	Arbitrage, dossier juridique	N/A
Entreprises Diane Grégoire	N/A	Révision	4 075	Statistiques annuelles, 1996	N/A
Entreprises Diane Grégoire	N/A	Révision	2 185	Révision et correction de divers textes	N/A
Exokem Inc.	N/A	Expertise	1 200	Expertise en matière de qualité de l'air ambiant	N/A
Fonds du bureau de la statistique du Québec	N/A	Étude	1 800	Étude d'impact économique pour le Québec du projet de déploiement de la carte santé à microprocesseur	N/A
Grondin, Poudrier, Bernier	N/A	Services	9 820	Services juridiques dossier: R.A.M.Q. c. TRO-CHAÎNES INC. & MAURICE LEBEL, inc	N/A
Groupe Conseil DMR	N/A	Services	9 800	Solutions d'aménagement de la salle des ordinateurs	N/A
Groupe Conseil DMR	N/A	Services	24 000	Solutions aux problèmes identifiés dans l'environnement ORACLE	N/A

RÉGIE DE L'ASSURANCE-MALADIE DU QUÉBEC
Liste des contrats de moins de 25 000 \$
Avril 1997 à mars 1998

Firme	Plus bas soumissionnaire	Mandat	Montant	Description	Type de soumission
Groupe Zénon-MEI	N/A	Services	2 210	Services conseils pour déploiement de Windows NT	N/A
IBM Canada Ltée	N/A	Expertise	8 500	Élaboration d'un rapport pour la planification de la modification de la salle des serveurs	N/A
Informatique Dica	N/A	Service	5 000	Service d'un expert de l'environnement orcale	N/A
Jolivet Jacques Dr	N/A	Expertise	1 400	Expertise professionnelle dossier juridique	N/A
Marc Gravel Inc	N/A	Services	3 390	Frais d'arbitrage, dossier juridique "Dr PAUL H.Roy & R.A.M.Q.	N/A
Mila et associés Inc.	N/A	Services	9 900	Projet finaliser les essais du dossier "Ajustement des réclamations" et finaliser le transfert des connaissances aux employés de la Régie	N/A
Mila et associés Inc.	N/A	Services	9 450	Assurer le transfert d'expertise vers les employés de la Régie pour la prise en charge des dossiers relatifs aux produits "TÉLÉCOMR".	N/A
Prujiner Alain, Me	N/A	Services	1 415	Consultation sur un déclinatoire de compétence	N/A
Publications du Québec	N/A	Traduction	14 750	Traduction de documents de langues étrangères au français (documents médicaux, documents d'informations, lettres)	Contrat gouvernemental
Raymond Denis Dr	N/A	Expertise	1 010	Services professionnels dossier juridique (médecin physiatre)	N/A
Richard Tanguay	N/A	Expertise	2 125	Dossiers juridiques	N/A
Service Manpower	N/A	Services	1 815	Distribution des chèques "grève postale"	N/A
Service de consultation statistique Univ. Laval	N/A	Service	2 925	Service de consultaion statistique pour la direction des affaires professionnelles	N/A
SHL Systemhouse	N/A	Expertise	3 750	Migration de l'environnement FIP	N/A
SHL Systemhouse	N/A	Expertise	9 940	Rapport sur de déploiement des technologies internet	N/A
Textes impeccables Inc.(les)	N/A	Services	3 000	Révision linguistique du Rapport annuel de la Régie	N/A
Viagénie Inc.	N/A	Étude	5 200	Étude sur la gestion des passerelles de sécurité	N/A
Zebouni Jacques	N/A	Services	2 570	Dossier juridique	N/A

RÉGIE DE L'ASSURANCE-MALADIE DU QUÉBEC
Liste des contrats de moins de 25 000 \$
Avril 1997 à mars 1998

Firme	Plus bas soumissionnaire	Mandat	Montant	Description	Type de soumission
Charette André	N/A	Expertise	1 550	Prothésiste-conseil	N/A
Daoust Nicole	N/A	Expertise	11 760	Pharmacienne-conseil	N/A
Laflamme Ann	N/A	Expertise	15 905	Médecin	N/A
Lapierre Martine	N/A	Expertise	372	Conseillère en éducation physique	N/A
Lessard, Danielle	N/A	Expertise	9 000	Optométrice	N/A
Turcotte Jean-Yves	N/A	Expertise	8 830	Dentiste-conseil	N/A
Les limites suivantes déterminent le recours au processus d'appel d'offres à la Régie de l'assurance maladie du Québec :					
- 5 000 \$ et plus pour les services auxiliaires tels que les révisions et les traductions;					
- 10 000 \$ et plus pour les services professionnels tels que les expertises et les études					
- Non applicable pour les services contractuels.					

<i>MONTANT DU SURPLUS VERSÉ</i>	<i>MONTANT DU CONTRAT INITIAL</i>	<i>RAISONS DU DÉPASSEMENT</i>	<i>NOM DE L'ENTREPRISE</i>	<i>APPEL D'OFFRES</i>
6 718,55 \$	19 332,00 \$	Frais pour la manutention, affranchissement, rubans pour timbres de 325 000 envois.	J.B. Deschamps Inc.	sur invitation (3)
3 500,00 \$	10 000,00 \$	Ajout d'un montant de 3 500 \$ pour paiement de facture jusqu'au 31 mars 1998.	Transport Inter-Bourg Inc.	Offre permanente # DEM 95-06
1 300,00 \$	8 000,00 \$	Transport additionnel	Transport Royal	Offre permanente # DEM 95-06
17 800,00 \$	142 900,00 \$	Ajout d'une 6 ^e année d'entretien au contrat initial de 5 ans	Trane	Fabricant d'origine
20 000,00 \$	40 000,00 \$	Participation, par intérim, à la coordination de l'équipe de pilotage du projet Environnement Informationnel	Hugues Langlois, conseiller en management	sur invitation

Question 12 : Nombre et répartition du personnel (effectif régulier*) masculin et féminin, des jeunes de moins de 30 ans, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emplois pour 1997-1998.

	Cadres		Professionnels		Fonctionnaires		Ouvriers	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Hommes	45	74	163	63	144	21	7	100
Femmes	16	26	97	37	535	79	0	—
Total	61	6	260	26	679	67	7	1
							1 007	100

Pour le personnel occasionnel, les données concernant les jeunes de moins de 30 ans, les personnes handicapées, anglophones, autochtones et les communautés culturelles ne sont pas disponibles.

	Cadres		Professionnels		Fonctionnaires		Ouvriers	
	Nbre	%	Nbre	% ⁽¹⁾	Nbre	% ⁽¹⁾	Nbre	%
Personnes handicapées	—	—	3	0,3	11	1,1	—	—
Communautés culturelles	—	—	3	0,3	6	0,6	—	—
Autochtones		—	1	0,1	2	0,2		—
Anglophones	—	—	4	0,4	4	0,4	—	—
Moins de 30 ans	—	—	—	—	12	1,2	—	—
							14	1,4
							9	0,9
							3	0,3
							8	0,8
							12	1,2

(1) Pourcentage par rapport à l'effectif régulier total de 1007 personnes.

1998-1999 : nous prévoyons le statu quo.

Question 15a) : Évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emplois et par leur territoire habituel de travail depuis 1993-1994.

	1993-1994		1994-1995		1995-1996		1996-1997		1997-1998	
	Qc	Mtl	Qc	Mtl	Qc	Mtl	Qc	Mtl	Qc	Mtl
Cadres	87	2	81	3	78	2	67	0	60	1
Professionnels	263	12	268	13	269	13	264	11	255	5
Fonctionnaires	689	54	692	58	686	58	652	55	616	63
Ouvriers	5	0	7	0	8	0	8	0	7	0
	1 044	68	1 048	74	1 041	73	991	66	938	69

(1 007)

Question 15b) : Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.

- 1993-1994 : 25
- 1994-1995 : 25
- 1995-1996 : 29
- 1996-1997 : 27
- 1997-1998 : 28

Question 15c) : Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie : 15

Question 15d) Nombre de postes par catégorie d'emplois et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions) :

	Total	Québec	Montréal
Cadres	64	61	3
Professionnels	292	286	6
Fonctionnaires	855	765	90
Ouvriers	8	8	-
	1219	1120	99

Question 15e) Niveau des effectifs (réguliers et occasionnels) pour chacune des catégories d'emplois pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires :

	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003
Cadres	63				
Professionnels	281				
Fonctionnaires	885				
Ouvriers	7				
Total	1236 ⁽¹⁾	(2)	(2)	(2)	(2)

- (1) Conformément au CT 191293 adopté le 16 décembre 1997 ajusté des effectifs supplémentaires autorisés pour l'administration des nouveaux programmes confiés (48,0 ETC) et l'assurance médicaments (28,4 ETC). L'administration du programme d'assurance médicaments nécessite maintenant 119,7 ETC.
- (2) Données non disponibles.

Question 15f) Nombre de postes occasionnels, temporaires et contractuels : 239 occasionnels.

**RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE
DU QUÉBEC**

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

**DEMANDE DE
RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**

884

885

886

887

888

889

890

891

892

893

894

895

896

897

898

899

900

901

902

903

904

905

906

907

908

909

910

911

912

913

914

915

916

917

918

919

920

921

922

923

924

QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES

99. Budget consenti au 31 mars 1998 pour évaluer l'éventuelle implantation d'une carte à puce, études réalisées, employés affectés (incluant les salaires) et employés contractuels engagés à cette fin

Pendant l'exercice 1997-1998, la Régie a consacré près de 435 000 \$ dont 5,20 ETC de ses ressources en vue de l'implantation de la carte à microprocesseur. Les principales activités réalisées sont reliées à la définition du projet, la préparation du mémoire et des modifications législatives et réglementaires nécessaires de même qu'aux travaux de recherche du Centre hospitalier universitaire de Québec.

100. Liste des services médicaux assurés et non assurés du 31 mars 1997 au 31 mars 1998. Situation qui prévalait du 31 mars 1996 au 31 mars 1997.

Document joint: Les services qui ne sont plus assurés par la RAMQ depuis 1995. Voir annexe 8.

101. Liste des cliniques et laboratoires privés remboursés par la RAMQ au 31 mars 1998 par région (avec le nom et l'adresse de chacun).

Document joint. Voir annexe 9.

102. Ventilation du budget du programme d'assurance médicaments pour les personnes vivant de la sécurité du revenu au 31 mars 1998 et comparaison avec le 31 mars 1997 et le 31 mars 1996.

<u>1995-1996</u> *	<u>1996-1997</u> **	<u>1997-1998</u> ***
222,4 M \$	187,1 M \$	203,7 M \$

* Correspond au rapport annuel 1995-1996 de la RAMQ

** Correspond au rapport annuel 1996-1997 de la RAMQ

*** Dépense probable 1997-1998.

Les crédits autorisés pour 1998-1999 sont de 206,7 M \$

103. Ventilation du budget du programme d'assurance médicaments pour les personnes âgées au 31 mars 1998 et comparaison avec le 31 mars 1997 et le 31 mars 1996.

<u>1995-1996</u> *	<u>1996-1997</u> **	<u>1997-1998</u> ***
597,7 M \$	516,2 M \$	487,5 M \$

* Correspond au rapport annuel 1995-1996 de la RAMQ

** Correspond au rapport annuel 1996-1997 de la RAMQ

*** Dépense probable 1997-1998.

Les crédits autorisés pour 1998-1999 sont de 496,2 M \$.

104. Enveloppe budgétaire négociée avec la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec (FMOQ) pour le plan de retraite. Nombre de médecins qui peuvent en bénéficier et nombre de médecins qui ont fait une demande au 31 mars 1998.

La Régie ne possède aucune information à ce sujet. La responsabilité de la réponse à cette question a été confiée à la Direction générale des relations professionnelles (DGRP) du MSSS.

La réponse produite par la DGRP est présentée à l'annexe 10.

105. Enveloppe budgétaire négociée avec la Fédération des médecins spécialistes du Québec (FMSQ) pour le plan de retraite. Nombre de médecins qui peuvent en bénéficier et nombre de médecins qui ont fait une demande au 31 mars 1998.

La Régie ne possède aucune information à ce sujet. La responsabilité de la réponse à cette question a été confiée à la Direction générale des relations professionnelles (DGRP) du MSSS.

La réponse produite par la DGRP est présentée à l'annexe 11.

106. Compressions réelles imposées à la RAMQ au 31 mars 1998 et prévisions budgétaires pour l'année 1998-1999.

Document joint. Voir annexe 12.

107. Nombre de médecins actifs en CLSC, CH et CHSLD au 31 mars 1998 et prévisions pour 1998-1999.

Type de centre	Nombre de médecins *
CLSC	1 803
CH	10 981
CHSLD	196
	<hr/>
	12 980
	<hr/>

* Données provisoires (1997-1998). Un médecin peut être actif dans plusieurs endroits. Le taux d'intégralité est de l'ordre de 95 %. Nous n'avons pas de prévision concernant l'exercice 1998-1999.

108. Impact du plafonnement salarial des médecins spécialistes sur les délais d'attente en radiologie, neurologie et chirurgie cardio-vasculaire au 31 mars 1998.

La Régie ne possède aucune information à ce sujet. La responsabilité de la réponse à cette question a été confiée à la Direction générale des relations professionnelles (DGRP) du MSSS.

La réponse produite par la DGRP est présentée à l'annexe 13.

109. Coût de la publicité et des campagnes d'information sur l'assurance médicaments.

Les sommes affectées pendant l'exercice 1997-1998 à cet effet sont:

<u>Description</u>	<u>Coût</u>
Dépliant concernant la cotisation à payer au régime d'assurance médicaments	26 050 \$
Dépliant d'informations générales fournies par le système de réponse vocale de la Régie sur la cotisation à payer au régime d'assurance médicaments	5 990 \$
Dépliant descriptif du régime d'assurance médicaments	<u>26 975</u>
	<u>59 015 \$</u>

110. Nombre d'appels par jour depuis l'instauration de l'assurance médicaments. Nombre de plaintes, de demandes d'information et d'inscriptions.

Document joint. Voir annexe 14.

**LISTE DES SERVICES
QUI NE SONT PLUS ASSURÉS PAR LA RÉGIE DE
L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC DEPUIS 1995**

Régie de l'assurance maladie du Québec

Le 8 avril 1998

LES SERVICES MÉDICAUX

COUVERTURE

Tous les services que rendent les médecins et qui sont requis au point de vue médical sont considérés comme assurés aux termes de la Loi sur l'assurance maladie pour toutes les personnes qui résident au Québec.

CHANGEMENTS APPORTÉS AU PROGRAMME

Depuis le 20 avril 1995, les examens d'imagerie par résonance magnétique effectués ailleurs qu'en centre hospitalier (cabinet privé ou laboratoire de radiologie diagnostique) ne sont plus assurés par le régime d'assurance maladie (article 22, paragraphe q.2 du Règlement d'application de la Loi sur l'assurance maladie).

SERVICES QUI NE SONT PLUS ASSURÉS QU'À CERTAINES CONDITIONS

Depuis le 11 avril 1996, la chirurgie réfractive n'est plus un service assuré, sauf dans les cas suivants où il y a eu échec documenté au port de verres correcteurs et de lentilles cornéennes :

- i. astigmatisme de plus de 3,00 dioptries, mesuré au plan cornéen, acquis à la suite d'un traumatisme, d'une pathologie cornéenne ou d'une chirurgie de la cornée considérée comme un service assuré et non secondaire à une chirurgie réfractive effectuée pour une condition autre que celle prévue au sous-paragraphe ii;
- ii. anisométrie de plus de 5,00 dioptries, mesurée au plan cornéen, entraînant un déficit fonctionnel de la vision et non secondaire à une chirurgie réfractive effectuée pour une condition autre que celles prévues au sous-paragraphe i.

À compter du 1er septembre 1997, certaines restrictions ont été apportées au service de la mammographie utilisée à des fins de dépistage notamment concernant la catégorie de bénéficiaires visées, de la fréquence et du lieu où ce service est payable. Ainsi, la mammographie de dépistage n'est assurée que dans les lieux désignés par le ministre dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- à une personne assurée âgée de 40 ans ou plus et de moins de 50 ans présentant un facteur de risque important associé au cancer du sein et à la condition qu'un tel examen n'ait pas été subi par cette personne depuis deux ans;
- à une personne assurée âgée de 50 ans ou plus à la condition qu'un tel examen n'ait pas été subi par cette personne depuis deux ans.

SERVICES QUI NE SONT PLUS PAYABLES QU'À CERTAINES CONDITIONS

Depuis le 1er juillet 1997, un plafonnement journalier de rémunération a été intégré concernant les examens dispensés par les médecins omnipraticiens. Sont exclus de l'application de ce dernier la consultation, les examens dispensés les samedis, dimanches et

jours fériés, ceux rendus dans le service d'urgence d'un CLSC du réseau de garde intégré ou dans le service d'urgence d'un établissement exploitant un centre hospitalier ou un centre d'hébergement de soins de longue durée ou dans le service d'urgence d'un établissement exploitant un centre hospitalier.

Ainsi, la rémunération de ces examens sera la suivante :

- De 1 à 50 examens : rémunération à 100 % du tarif établi;
- De 51 à 60 examens : rémunération réduite de 7,50 \$;
- De 61 à 80 examens : rémunération réduite de 11,25 \$;
- Plus de 80 examens : aucune rémunération.

SERVICES QUI NE SONT PLUS RÉMUNÉRÉS PAR LA RÉGIE

Services médicaux

Les services médicaux dispensés aux revendicateurs du statut de réfugié qui ne détenaient pas, au 1^{er} novembre 1996, une carte d'assurance maladie ou une attestation d'inscription temporaire valides ne sont plus payés par le Régie de l'assurance maladie.

Après le 1^{er} novembre 1996 et jusqu'au 20 juin 1997, les services médicaux assurés ont continué d'être assumés par la Régie de l'assurance maladie pour les revendicateurs qui détenaient une carte d'assurance maladie valide et cela jusqu'à l'échéance de celle-ci.

Les revendicateurs financièrement démunis demeurent cependant admissibles au programme fédéral de santé intérimaire, lequel offre une couverture différente, restreinte aux soins urgents et essentiels.

LES SERVICES PHARMACEUTIQUES ET MÉDICAMENTS

COUVERTURE

Le 1^{er} août 1996 est instauré un régime général d'assurance médicaments. Jusqu'au 31 décembre 1996, y sont admissibles les clientèles du programme des services pharmaceutiques et des médicaments qui résident au Québec et qui sont dûment inscrites à la Régie. La personne qui est réputée résider au Québec est exclue.

Depuis le 1^{er} janvier 1997, la protection du régime général d'assurance médicaments est étendue à toute la population du Québec. Cette protection de base est garantie soit par un régime collectif, soit par la Régie de l'assurance maladie du Québec.

L'adhésion au régime d'assurance médicaments est obligatoire et la personne est appelée à contribuer financièrement.

Le régime couvre les services fournis par les pharmaciens, qui sont requis au point de vue pharmaceutique et qui sont déterminés par règlement. Il couvre aussi les médicaments assurés que fournissent les pharmaciens au Québec sur ordonnance d'un médecin, d'un résident en médecine ou d'un dentiste et qui sont inscrits dans la liste des médicaments assurés.

LA LISTE DES MÉDICAMENTS ASSURÉS

Le ministre de la Santé et des Services sociaux dresse la liste des médicaments assurés. Cette liste est mise à jour périodiquement après consultation du Conseil consultatif de pharmacologie qui définit les normes et les critères sur lesquels repose le choix des médicaments contenus dans la liste. Le Conseil donne également son avis sur la valeur thérapeutique des médicaments et sur la justesse des prix demandés par les fabricants.

Lors de ces mises à jour, des médicaments sont régulièrement retirés de la liste, soit qu'ils ne répondent plus aux critères définis ou à la demande du fabricant lui-même et sont remplacés par d'autres médicaments. De la même façon, on procède à l'ajout de médicaments.

Le 1^{er} janvier 1997 entrait en vigueur la première édition de la Liste de médicaments dont le coût est garanti dans le régime général d'assurance médicaments. La 47^e édition de juillet 1996 constituait l'essentiel de la première édition de la Liste de médicaments du régime général, suivie le 1^{er} juillet 1997 et le 1^{er} avril 1998 par les 2^e et 3^e édition de cette liste.

Les mesures qui prévoyaient la fourniture de médicaments par les établissements ont été abolies puisque ces médicaments sont couverts par le régime. En conséquence, les médicaments qui étaient fournis en vertu de la circulaire « Malades sur pied », aux personnes atteintes de cancer, de fibrose kystique, de maladie psychiatrique, d'hyperlipoprotéinémie primaire, de diabète insipide et de tuberculose sont dispensés par le pharmacien du réseau communautaire, selon les modalités du régime

Il en est ainsi des antirétroviraux (pour le traitement du sida) de la cyclosporine utilisée comme médicament anti-rejet, de l'érythropoïétine utilisée dans l'anémie symptomatique liée à l'insuffisance rénale et la dialyse et de l'hormone de croissance (pour le nanisme hypophysaire).

Un certain nombre de nouveaux médicaments ont été inscrits aux listes du 1^{er} juillet 1997 et du 1^{er} avril 1998, tels le Formotérol (fumarate de) pd. pour inh., le Panteprazole co., le

Topiramate co., le Chronovéra^{md} (Searle) vérapamil chlorhydrate de, co. L.A. 180^{md} ou 240 mg et le Pylorid^{md} (G.-W.) ranitidine (citrates de bismuth de) co. 400 mg.

Certains médicaments ont été inscrits comme médicaments d'exception à ces deux listes, tels le Carvédilol, Coreg^{md} (SBP), l'Insuline lispro sol. ing. s.c., Humalog^{md} (Lilly), le Raltitrexed pd. inj., Tomudex^{md} (Zeneca), l'Agrylin^{md} (Roberts) anagrélide (chlorhydrate d'), caps 0.5 mg et l'Alphagan (Allergan) brimonidine tartrate sol. oph. 0.2%.

Reconnaissance d'un fabricant de médicaments ou d'un grossiste

Le Ministre ne peut prendre en considération pour inscription sur la liste qu'un médicament dont il a reconnu le fabricant selon les conditions déterminées par règlement. Toutefois, un médicament d'un fabricant non reconnu peut être inscrit sur la liste s'il est unique et essentiel.

Le Ministre peut, sur rapport du Conseil consultatif de pharmacologie, retirer temporairement sa reconnaissance à un fabricant ou à un grossiste en médicaments si celui-ci ne respecte pas les conditions ou les engagements prévus au règlement.

Détermination des prix inscrits sur la liste de médicaments

Le prix d'un médicament inscrit sur la liste de médicaments assurés est celui qui est établi selon le concept du «prix de vente garanti» en conformité avec les dispositions de l'engagement du fabricant ainsi qu'avec les méthodes d'établissement du prix de chaque médicament édictées selon l'article 60 de la Loi sur l'assurance médicaments.

L'engagement du fabricant stipule qu'il doit soumettre un prix de vente garanti par format pour tout médicament qu'il désire faire inscrire sur la liste des médicaments assurés; le nombre de formats est limité à deux et le prix doit tenir compte de tout prix consenti pour des multiples de ceux-ci.

Le prix de vente garanti soumis ne doit pas être supérieur à tout prix de vente consenti par le fabricant pour le même médicament en vertu des autres programmes provinciaux d'assurance médicaments.

Le prix de vente garanti peut être différent pour les ventes aux pharmaciens ou aux grossistes. Si tel est le cas, l'écart entre le prix aux pharmaciens et le prix aux grossistes pour chaque format ne peut être supérieur à 9 %. Ce prix doit demeurer en vigueur pour la période de validité de la liste des médicaments assurés.

Prix le plus bas

Depuis le 1^{er} janvier 1994, la méthode du prix le plus bas sert à établir le prix payable pour certains médicaments (dénominations communes) inscrits sur la Liste de médicaments depuis quinze ans et plus et produits par deux fabricants ou plus. Cette méthode est basée sur le prix de vente garanti « pharmacien » le moins cher soumis par un fabricant pour un format d'un médicament donné.

CHANGEMENTS APPORTÉS AU PROGRAMME

La contribution de 2 \$ perçue par le pharmacien pour chaque médicament fourni à la personne âgées de 65 ans ou plus, bénéficiaire du programme des médicaments fut remplacée le 1^{er} août 1996, par une contribution équivalente à 25 % du coût des services pharmaceutiques (exécution et renouvellement d'une ordonnance) et du coût du médicament et ce, jusqu'à concurrence d'une contribution maximale fixée selon la catégorie de bénéficiaire. En furent exemptées, les personnes visées par le programme de gratuité des médicaments pour le traitement des MTS.

A compter du 1^{er} janvier 1997 la contribution consiste en une franchise de 25 \$ par trimestre et en une part de coassurance de 25 % du coût des services pharmaceutiques (exécution et renouvellement d'une ordonnance) et du coût des médicaments jusqu'à concurrence d'une contribution maximale. En sont exemptées, les personnes visées par le programme de gratuité des médicaments pour les traitement des MTS.

La contribution maximale est de 50 \$ pour la personne de 65 ou plus, recevant le supplément de revenu garanti maximal, la personne de 60 à 64 ans détenant un carnet de réclamation du ministère de l'Emploi et de la Solidarité et le prestataire de la sécurité du revenu, de 125 \$ pour la personne de 65 ans ou plus recevant le supplément de revenu garanti partiel, et de 187,50 \$ pour toute autre personne, par trimestre. Pour les personnes couvertes par un régime collectif la contribution maximale doit être d'au plus 750 \$ par adulte, par année. La contribution sera mensuelle et d'un montant maximal de 16,67 \$ pour les personnes qui reçoivent des médicaments antipsychotiques pour le traitement d'une maladie mentale sévère. Les enfants sont exclus de la contribution.

Il en coûte aussi une prime annuelle jusqu'à 175 \$, selon le revenu familial. La prime est calculée et perçue par le ministère du Revenu du Québec pour la Régie. Les trimestres débutent le 1^{er} janvier, le 1^{er} avril, le 1^{er} juillet et le 1^{er} octobre de chaque année. Pour les régimes collectifs, les périodes sont d'au plus une année.

Un enfant de moins de 18 ans, un étudiant à temps plein de 18 à 25 ans ou une personne atteinte d'une déficience fonctionnelle, sans conjoint, est exonéré du paiement de toute contribution et de la prime. La personne qui détient un carnet de réclamation en vigueur et qui est admissible au régime général d'assurance médicaments est exonérée du paiement de la prime.

Depuis le 17 février 1997, les médicaments fournis pour le traitement de la tuberculose ou la chimioprophylaxie sont gratuits pour les personnes qui résident au Québec et qui sont inscrites au régime d'assurance maladie, sans égard au fait qu'elles soient couvertes par la Régie ou un régime collectif dans le cadre du régime général d'assurance médicaments. Les personnes qui bénéficient de ce programme sont exemptées du paiement de toute contribution.

Les 1^{er} janvier 1997, 1^{er} avril 1997 et 1^{er} juin 1997 certaines modifications furent apportées à la couverture du régime général d'assurance médicaments pour en assurer la protection à une clientèle plus étendue. Ainsi, sont maintenant assurés :

- Les résidents québécois oeuvrant pour la Fonction publique du Canada; ces personnes assurées bénéficient maintenant d'une protection égale à celle des autres résidents québécois (1^{er} janvier 1997);
- Les étudiants atteints d'une déficience fonctionnelle et qui, pour ce motif, fréquentent à temps partiel un établissement d'enseignement; ils sont alors considérés comme « enfant » concernant l'application du régime (1^{er} avril 1997);
- Le conjoint et les enfants à charge qui ne sont pas domiciliés avec la personne qui est couverte par un régime collectif lié à son emploi (1^{er} juin 1997).

Enfin depuis le 1^{er} juillet 1997, le calcul de la franchise et de la coassurance, pour l'ensemble des personnes assurées, s'effectue sur une base mensuelle plutôt que sur la base trimestrielle qui prévalait auparavant.

PERSONNE EXCLUES

À compter du 1^{er} avril 1997, les Indiens inscrits auprès du Ministère des affaires indiennes et du Nord canadien du Gouvernement du Canada ont été exclus de la protection offerte par le régime général d'assurance médicaments.

LES SERVICES DENTAIRES ET DE CHIRURGIE BUCCALE

COUVERTURE

Les programmes de services dentaires et de chirurgie buccale couvrent les services fournis par les chirurgiens-dentistes et les spécialistes en chirurgie buccale et maxillo-faciale, qui sont requis au point de vue dentaire et qui sont déterminés par règlement.

Les services dentaires sont payables aux enfants âgés de moins de 10 ans et aux prestataires de la sécurité du revenu âgés de 10 ans ou plus et qui détiennent un carnet de réclamation en vigueur.

Les services de chirurgie buccale sont payables pour tous les résidents québécois lorsqu'ils sont fournis dans un centre exploité par un établissement universitaire ou dans une installation maintenue par un établissement qui exploite un centre hospitalier, pourvu toutefois qu'ils soient rendus au Québec.

CHANGEMENTS APPORTÉS AU PROGRAMME

Depuis le 1^{er} novembre 1996, le délai d'admissibilité d'un prestataire de la sécurité du revenu pour avoir droit aux services dentaires assurés est de 12 mois consécutifs et celui requis pour l'obtention d'une prothèse dentaire acrylique ainsi qu'aux services de réparation et de regarnissage est d'au moins 24 mois consécutifs.

Le délai de remplacement d'une prothèse attribuée à un prestataire a été porté de 5 ans à 8 ans tout en maintenant le délai de 5 ans pour le regarnissage.

Le délai d'attente pour avoir droit aux services dentaires ne s'applique pas lorsque les services suivants et leur examen préalable sont rendus en urgence :

- ablation de dent ou de racine;
- ouverture d'urgence de la chambre pulpaire;
- incision ou drainage d'un abcès;
- alvéolite;
- contrôle d'hémorragie;
- réparation d'une lacération de tissus mou;
- réduction d'une fracture alvéolaire;
- immobilisation d'une dent ébranlée par traumatisme;
- réimplantation d'une dent complètement exfoliée.

De plus, les examens dentaires (sauf l'examen d'urgence) et les services de prévention ont été limités à un service par année par prestataire.

Depuis le 2 janvier 1997, la fréquence des examens dentaires rendus aux enfants de moins de 10 ans est limitée à un service par année par bénéficiaire et par professionnel de la santé.

LES SERVICES OPTOMÉTRIQUES

COUVERTURE

Le programme des services optométriques couvre les services qui sont requis au point de vue optométrique et qui sont rendus par les optométristes dans la pratique de l'optométrie au sens de la Loi sur l'optométrie; ces services sont déterminés par règlement et le coût n'est assumé par la Régie que pour le compte d'un bénéficiaire âgé de moins de 18 ans ou de 65 ans ou plus ou pour un prestataire de la sécurité du revenu âgé de 18 ans ou plus et de moins de 65 ans qui détient un carnet de réclamation en vigueur.

CHANGEMENTS APPORTÉS AU PROGRAMME

Depuis le 1^{er} novembre 1996, les prestataires de la sécurité du revenu doivent détenir un carnet de réclamation en vigueur depuis au moins 12 mois consécutifs pour bénéficier du programme des services optométriques. Un seul examen complet de la vision et une seule étude extensive de la vision sont payables par période de deux ans.

LES PROGRAMMES D'AIDE

- PROGRAMME D'AIDES VISUELLES

COUVERTURE

Toute personne ayant une déficience visuelle telle que définie par règlement est admissible au programme. Ce programme couvre le prêt aux bénéficiaires, par les établissements reconnus, d'aides mécaniques, électroniques, optiques, informatiques ou autres inscrites sur la liste des aides assurées afin de leur permettre de lire, d'écrire ou de circuler dans un environnement non familial.

CHANGEMENTS APPORTÉS AU PROGRAMME

Depuis le 12 décembre 1996, les aides visuelles auparavant assumées par l'Office des personnes handicapées du Québec ainsi que certains éléments du programme d'allocation pour les besoins particuliers des étudiants atteints d'une déficience fonctionnelle du ministère de l'Éducation ont été transférées dans le programme administré par le Régie de l'assurance maladie.

En même temps, certaines modifications ont été apportées au programme. Ainsi celui-ci a été étendu à toutes les personnes rencontrant la définition de déficience visuelle, peu importe l'âge et la liste des aides assurées a été élargie. Certains critères d'accès aux aides ont été intégrés au programme afin d'en contrôler plus efficacement l'attribution. Certaines règles ont été resserrées dans les cas de remplacement d'appareils. Enfin les biens et les services couverts sont maintenant exonérés de la TPS et de la TVQ.

- PROGRAMME DES PROTHÈSES MAMMAIRES EXTERNES

COUVERTURE

Toutes les résidentes du Québec qui ont subi une mastectomie totale ou radicale à la suite d'un traumatisme ou d'une maladie et celles âgées de 14 ans ou plus qui souffrent d'une absence totale de formation des seins permettant de conclure médicalement à une aplasie sont admissibles au programme.

À compter de la date de l'intervention chirurgicale ou du constat médical dans les cas d'aplasie, et par la suite à la date anniversaire de l'événement, les bénéficiaires ont droit à un montant forfaitaire de 200 \$, pour chaque sein, pour couvrir en partie ou en totalité les coûts d'achat d'une prothèse mammaire.

Les personnes assurées du programme qui sont également prestataires de la sécurité du revenu ont droit à un certain remboursement entre le montant forfaitaire accordé et les coûts réels de l'achat de la prothèse mammaire.

CHANGEMENTS APPORTÉS AU PROGRAMME

Depuis le 9 octobre 1996, le montant forfaitaire de 200 \$ est versé à tous les deux ans. Jusqu'à cette date, les personnes assurées du programme y avaient droit annuellement.

De plus le remboursement excédentaire auquel ont droit les prestataires de la sécurité du revenu a été plafonné à 100 \$ alors qu'aucune limite n'était fixée avant cette date.

- PROGRAMME D'AIDES AUDITIVES

COUVERTURE

Tous les handicapés auditifs tels que définis par règlement qui ont une déficience auditive et qui remplissent les conditions d'admissibilité peuvent bénéficier du programme. Ce programme couvre l'achat, l'ajustement, le remplacement et la réparation des prothèses auditives et des aides de suppléance à l'audition qui sont inscrites sur la liste des aides auditives assurées selon les conditions et modalités prescrites.

CHANGEMENTS APPORTÉS AU PROGRAMME

Depuis le 22 mai 1997, certains resserrements ont été apportés aux conditions d'application du programme. Ainsi, les critères d'admissibilité au programme ont été modifiés pour les clientèles suivantes :

- personnes assurées de 12 à 18 ans et celles de 19 ans ou plus qui poursuivent des études : la norme d'attribution a été établie selon des spécificités différentes, permettant d'attribuer des aides aux personnes atteintes d'une surdité légère, calculée selon des normes internationales;
- personnes assurées de 19 ans ou plus qui ne sont pas aux études : la norme d'attribution a été fixées à 35 décibels en moyenne sur l'ensemble des fréquences hertziennes du 500, 1 000 et 2 000; pour ces personnes, les réparations d'une aide ainsi que le remplacement d'embouts et d'accessoires ne sont plus assurés; seul le coût des aides qui assurent la sécurité de la personne dans son environnement ainsi que de quelques autres aides est maintenant assumé ;
- personnes de 75 ans ou plus doivent dorénavant être vues en plus par un audiologiste qui atteste de la nécessité de la prothèse auditive suite à une évaluation globale de leur condition audilogique et de leurs besoins.

La nouvelle liste des aides assurées, entrée en vigueur le 1^{er} novembre 1997, s'appliquera pendant deux ans, soit jusqu'au 31 octobre 1999. Le 1^{er} février 1998 cette liste était modifiée de façon à y inclure l'ensemble des prothèses de tous les fournisseurs. La révision de la liste des aides auditives sera dorénavant faite de façon biennale.

**LISTE DES LABORATOIRES D'ORTHÈSES ET PROTHÈSES
PAR RÉGION ADMINISTRATIVE**

RÉGION Bas du Fleuve

- 01 LABORATOIRES ORTHOPÉDIQUES NOUVELLE GÉNÉRATION INC.
176, rue Rouleau, bureau 102
Rimouski (Québec)
G5L 8W1
Tél: 418-725-3776
Directeur: M. Michel Boucher
- 01 LABORATOIRES ORTHOPÉDIQUES NOUVELLE GÉNÉRATION INC.
27, rue Lévis (1 Janvier 1995)
Rivière-du-Loup
Québec (Québec)
G5R 2R2
Tél: 418-876-8425
Directeur: Mme. Manon Carpentier
-

Saguenay-Lac St-Jean

- 02 SOLUTION C.M. INC. (1 janvier 1995)
2697, boulevard du Royaume
Jonquièrre (Québec)
G7X 7V3
Tél: 418-548-0851
Directeur: M. Martin Fortin
- 02 LABORATOIRE ORTHO-MÉDIC DU FJORD INC.
475 boulevard Talbot
Chicoutimi (Québec)
G7H 4A3
Tél: 418-698-1288
Directeur: Mme. Louise Beaudet
- 02 IDECTRO INC.
390, rue de la Rivière, bureau 201
Ste-Hedwidge (Québec)
G0W 2R0
Tél: 418-275-4795
Directeur: M. Clermont Laflamme
-

Québec

- 03 CLINIQUE D'APPAREILLAGE ORTHOPÉDIQUE AR-CO INC.
4640, boulevard Wilfrid Hamel ouest, bureau 120
Québec (Québec)
G1P 2J9
Tél: 418-872-2944
Directeur: M. Robert Adam
- 03 PROTHÈSES ET ORTHÈSES LA CAPITALE INC.
850, boulevard Pierre-Bertrand, bureau 189
Québec (Québec)
G1M 3K8
Tél: 418-681-4722
Directeur: M. Claude Lampron
- 03 PROTHÈSES ORTHÈSES SAVARD INC.
2575, boulevard Hamel ouest
Québec (Québec)
G1P 2H9
Tél: 418-681-6381
Directeur: M. Roland Savard

- 03 LABORATOIRE D'ORTHÈSES ET DE PROTHÈSES MALCOLM TREMBLAY
 823, 3e Avenue
 Québec (Québec)
 G1L 2W8
 Tél; 418-522-2209
 Directeur: M. Malcolm Tremblay
- 03 ORTHÈSES ET PROTHÈSES SÉLECT INC. (21 avril 1995)
 670, rue Bouvier, bureau 114
 Québec (Québec)
 G2J 1A7
 Tél: 418-623-9909
 Directeur: M. Yves Fiset
- 03 LABORATOIRE POULIOT INC.
 2990, ch. Ste-Foy
 Sainte-Foy (Québec)
 G1X 1P6
- 03 LABORATOIRE BIO T.O.P. INC.
 104-2880, ch. des Quatres-Bourgeois
 Sainte-Foy (Québec)
 G1V 4X7
-

Mauricie-Bois-Francis

- 04 CENTRE D'ORTHÈSES ET DE PROTHÈSES DE LA MAURICIE INC.
 708, rue Thibeau
 Cap-de-la-Madeleine (Québec)
 G8T 7A3
 Tél: 819-375-2855
 Directeur: M. Kevin McKenzie
 M. René Paquin
- 04 SERVICES ORTHOPÉDIQUES LAPOINTE INC.
 2580, rue Royale
 Trois-Rivières (Québec)
 G9A 4L5
 Tél: 819-372-0564
 Directeur: Mme. Michelle Lapointe
- 04 ORTHÈSE PLUS
 1045, Cascades O
 St-Hyacinthe (Québec)
 J2S 3G7
 Tél: 819-751-0649
 Directeur: M. Éric Noiseux
-

Estrie

- 05 ORTHÈSE-PROTHÈSE RIVE-SUD INC. (Division Sherbrooke)
 51, rue St-Jean-Baptiste
 Sherbrooke (Québec)
 J1G 2J2
 Tél: 819-564-1450
 Directeur: M. Jérôme Nadon
-

Montréal

- 06 CENTRE D'APPAREILLAGE ORTHOPÉDIQUE MÉTROPOLITAIN INC.
 5280, rue De Salaberry, Bureau 201
 Montréal (Québec)
 H4J 1J4
 TÉL: 514-335-9935
 Directeur: M. Georges Prévost

- 06 CENTRE ORTHOMÉDIC P & S (1984) INC.
3842, rue Jean-Talon est
Montréal (Québec)
H2A 1Y4
Tél: 514-722-3395
Directeur: M. W.B. Petersen
- 06 J. SLAWNER LTÉE
5713, ch. Côte-des-Neiges
Montréal (Québec)
H3S 1Y7
Tél: 514-731-3378
Directeur: M. Simon Slawner
- 06 LES APPAREILS ORTHOPÉDIQUES BBG INC.
5930, rue Sherbrooke ouest
Montréal (Québec)
H4A 1X7
Tél: 514-484-2313
Directeur: M Piero Graziani
- 06 Ingénierie Médicus (1 mars 1995)
5135, 10e Avenue
Montréal (Québec)
H1Y 2G5
Tél: 514-525-6071
Directeur: Mme. Jacinthe Bleau
- 06 LES ÉQUIPEMENTS MÉDICUS LTÉE.
3205, boul. St-Joseph E.
Montréal (Québec)
H1Y 2B6
Tél: 514-525-3757
Directeur: M. J.C. Bleau
- 06 J.E. HANGER LTÉE.
5545, rue St-Jacques ouest
Montréal (Québec)
H4A 2B3
Tél: 514-489-8213
Directeur: M. Gino Beretta
- 06 ORTHOSPORT CANADA (1997) INC.
4102, rue Ste-Catherine ouest
Westmount (Québec)
H3Z 1P2
Tél: 514-939-1702
Directrice: Mme Sylvie Boileau
- 06 ORTHÈSES PLUS SPÉCIALITÉS INC.
2511, rue Bélanger est
Montréal (Québec)
H1Y 1A2
Tél: 514-374-7777
Directeur: M. Daniel Simon
- 06 LABORATOIRE BERGERON
3257, boul. Henri-Bourassa E.
Montréal-Nord Qc
H1H 1H3

Outaouais

- 07 PRO-ORTHOTEK INC.
252, rue St-Antoine
Pointe-Gatineau (Québec)
J8T 3M8
Tél: 819-568-3333

Directeur: M. Roland Létourneau

- 07 LES ORTHÈSES V.R.A.M. INC. (8 février 1995)
87, boulevard Saint-Raymond
Hull (Québec)
J8Y 1S6
Tél: 819-777-2833
Directeur: M. André Audette
-

Outaouais (suite)

- 07 SERVICE RÉGIONAL DE PROTHÈSES ET D'ORTHÈSES VIAU LTÉE.
41, chemin Terry Fox
Pontiac (Québec)
L0X 2G0
Tél: 819-684-4173
Directeur: M. Armand Viau
-

Chaudière-Appalaches

- 12 SERVICE ORTHOPÉDIQUE RÉGIONAL INC.
6616, rue St-Georges
Lévis (Québec)
G6V 4H1
Tél: 418-837-8811
Directeur: M. Dieter Noebert
- 12 ORTHÈSE ET PROTHÈSE DE BEAUCE INC.
543, 90e rue est
St-Georges de Beauce (Québec)
G5Y 3L1
Tél: 418-227-5333
Directeur: M. Claude Gagnon
-

Laval

- 13 ORTHO CONCEPT QUÉBEC INC.
1850, boul. Le Corbusier, 2e étage
Laval (Québec)
H7S 2K1
Tél: 514-967-2388
Directeur: Mme. Lyne Mercier
- 13 ARTHRO-MED INC. (16 mai 1996)
2020, boulevard des laurentides
Laval (Québec)
H7M 2R4
Tél: 514-967-2388
Directeur: M. Jean-François Boutin
-

Lanaudière

- 14 CLINIQUE ORTHOPÉDIQUE D'ORTHÈSES-PROTHÈSES EST INC.
470, rue Notre-Dame
Repentigny (Québec)
J6A 2T5
Tél: 514-654-9681
Directeur: M. Daniel Bleau
- 14 CENTRE ORTHOPÉDIQUE JOLY INC.
202, rue Baby
Joliette (Québec)
J6E 2V5
Tél: 514-759-3025
Directeur: M. Jacques Joly

14 LABORATOIRE BI-OP INC.
30, ch. du Golf Ouest
St-Charles-Borromée
Joliette (Québec)
J6E 8X6

Des Laurentides

15 CENTRE D'ÉQUIPEMENTS ORTHO. ST-EUSTACHE INC.
495, boul. Arthur Sauvé
Saint-Eustache (Québec)
J7P 4X4

15 APPAREIL ORTHO MORAIS-SAULNIER INC.
155-A., 25e Avenue
Saint-Eustache (Québec)
J7P 2V1

Montérégie

16 ORTHÈSE-PROTHÈSE RIVE-SUD INC.
127, rue St-Louis
Lemoyne (Québec)
J4R 2L3
Tél: 514-672-0078
Directeur: M. André Théoret

16 CENTRE D'ORTHÈSES/PROTHÈSES MANUS LTÉE (15 novembre 1995)
22A, rue Ellice
Valleyfield (Québec)
J6T 1C9
Tél: 514-370-3366
Directeur: M. Maamar Bouali

16 ORTHÈSE-PROTHÈSE RIVE SUD INC. (1 novembre 1995)
900, boul. du Séminaire, bureau 310
St-Jean-sur-Richelieu (Québec)
J3A 1C3
Tél:
Directeur: M. André Gélina

16 ORTHESE-PROTHESE RIVE-SUD INC.
44, St-Charles Sud
Granby (Québec)
J2G 6Z7

MAJ: 1998-04-16

Réponse à la question 104

Le renouvellement de l'Entente des omnipraticiens d'une durée de trois (3) ans qui débutait le 1er avril 1995, introduisait le principe d'enveloppe budgétaire globale. Afin de respecter les contraintes budgétaires reliées à cette enveloppe, les parties ont convenu d'un programme d'allocation de fin de carrière qui permet de faciliter la cessation de la pratique professionnelle des médecins âgés de 55 ans ou plus et de favoriser l'accessibilité pour les nouveaux médecins.

Au printemps 1997, le gouvernement introduisait la Loi sur la récupération de 6% des coûts de main d'oeuvre. Une des mesures de récupération mise en place fût l'introduction d'un autre programme de départ assisté qui visait à accélérer le départ des médecins afin de rationaliser les coûts.

Programme d'allocation de fin de carrière

Le programme d'allocation de fin de carrière, d'une durée de trois (3) ans, offre une allocation correspondant à 150% du revenu moyen du médecin et son versement est étalé sur une période minimale de quatre (4) ans.

Les périodes pendant lesquelles un médecin peut présenter une demande d'adhésion au programme s'établissent comme suit :

- pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1996 : du 1er janvier au 30 juin 1996
- pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1997 : du 1er janvier au 31 mars 1997
- pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1998 : du 1er janvier au 31 mars 1998

Il n'y a pas d'enveloppe budgétaire spécifique au programme d'allocation de fin de carrière. Le paiement des allocations est assumé à même l'enveloppe budgétaire globale convenue avec la FMOQ.

Pour les cohortes des années 1996 et 1997, un total de 270 médecins âgés de 50 ans et plus se sont prévalus du programme.

Pour l'année 1998, dernière année du programme, les médecins omnipraticiens âgés de 55 à 63 ans sont admissibles et la date limite du départ est fixée au 15 novembre 1998. Au 31 mars 1998, date limite pour adhérer au programme, 54 médecins ont présenté une demande d'adhésion; le comité paritaire a analysé 36 demandes pour en accepter 33.

Programme de départ assisté

Le montant de l'allocation de départ assisté est basé sur le revenu moyen du médecin et s'établit à 200% pour les médecins âgés de 50 à 64 ans, 150% pour ceux de 65 à 69 ans et 100% pour les 70 ans et plus. L'allocation est plafonnée à 300 000\$ et son versement est étalé sur une période minimale de quatre (4) ans.

La période d'adhésion s'étendait du 1er juillet au 15 septembre 1997 et le programme s'adressait aux omnipraticiens de 50 ans et plus qui acceptaient de cesser leurs activités professionnelles dans le cadre du régime d'assurance-maladie avant le 1er décembre 1997.

Par ailleurs les médecins, éligibles à la cohorte 1998 du programme d'allocation de fin de carrière qui se sont engagés à mettre fin à leurs activités au plus tard le 31 mars 1998, ont eu droit à une allocation de départ assisté correspondant à 175% de leur revenu moyen.

Le paiement des allocations est financé à 50% à même de l'enveloppe budgétaire globale convenue avec la FMOQ et à 50% par le Gouvernement à même une source autre que l'enveloppe. En vertu de l'Entente, la participation financière du Gouvernement au programme ne peut excéder 27.5M\$.

Un total de 261 omnipraticiens se sont prévalus du programme de départ assisté.

Réponse à la question 105

PREMIER PROGRAMME

Le premier programme d'allocation de retraite offert aux spécialistes âgés de 65 ans est entré en vigueur le 1er octobre 1995 et devait se terminer le 31 mars 1998. Le programme a de plus été offert, sous forme de mesures transitoires, aux spécialistes âgés de 64 ans et plus au 1er octobre 1995 pour la période du 1er octobre 1995 au 1er août 1996.

Les principales conditions d'admissibilité sont relatives aux revenus gagnés en centre hospitalier. L'allocation totale, payable sur une période généralement de 5 ans, varie de 40 % à 200% du revenu moyen gagné au cours des 3 dernières années (et décroît avec l'âge), soit un maximum de 300 000\$ sur 5 ans.

Ce programme a été modifié, en même temps que l'entrée en vigueur du 2e programme, en se prolongeant jusqu'au 31 mars 2001 et en ayant les mêmes critères d'admissibilité que celles applicables au 2e programme.

Il n'y a pas d'enveloppe budgétaire spécifique pour ce premier programme. Le paiement des allocations est assumé à même l'enveloppe budgétaire globale convenue avec la FMSQ (allocations totales de 88,8 M \$ pour les 454 contrats signés).

Les médecins spécialistes âgés de 65 ans qui pourront bénéficier de ce programme au cours de l'année financière 1998-1999 sont au nombre de 108 (excluant les 52 demandes en attente, voir tableau ci-dessous).

DEUXIÈME PROGRAMME

Le deuxième programme d'allocation de retraite a été offert aux spécialistes âgés de 65 ans et plus au 1er juillet 1997 et s'est appliqué à ceux ayant formulé leur demande avant le 1er novembre 1997.

Les conditions d'admissibilité étaient moins contraignantes que celles du 1er programme. Les allocations prévues au 2e programme sont supérieures à celles qui étaient applicables sous le 1er programme pour les spécialistes de 66 ans et plus, écart croissant avec l'âge, atteignant le maximum d'augmentation en passant de 40% à 140% du revenu moyen gagné pour les 115 médecins spécialistes admissibles âgés de 73 ans et plus au 1er juillet 1997.

Ce programme est financé à part égale entre le gouvernement et l'enveloppe budgétaire globale convenue avec la FMSQ. La part gouvernementale maximale prévue à l'entente était de 33 M \$. La part gouvernementale pour les allocations totales de retraite s'élèvera à une somme variant entre 15 et 18,75 M \$ selon que la cinquantaine de contrats en attente seront signés ou non.

TABLEAU SOMMAIRE DES DEMANDES

Programme	Nombre de contrats signés		Nombre de demandes			
	total	dont retraite > 31-03-98*	total	en attente	refusées	dont médecins décédés
Premier	454	29	610	52	97	7
Deuxième	192	27	262	50	20	
Total	646	56	872	102	117	7

*: prise de retraite retardée notamment pour éviter la pénurie d'effectifs en région.

EFFORTS BUDGÉTAIRES DEMANDÉS À LA RAMQ

Éléments	Crédits modifiés 1996-1997	Réduction de crédits 1997-1998	Crédits initiaux 1997-1998	Crédits supplémentaires 1997-1998	Crédits modifiés 1997-1998	Variation de crédits signifiées 1998-1999	Crédits initiaux 1998-1999
Médicaux	2 145 384,2 \$	-75 417,3 \$	2 069 966,9 \$	3 600,0 \$	2 073 566,9 \$	60 333,1 \$	2 133 900,0 \$
Optométriques	25 059,9 \$	-1 061,8 \$	23 998,1 \$	0,0 \$	23 998,1 \$	356,4 \$	24 354,5 \$
Dentaires	112 662,4 \$	3 927,6 \$	116 590,0 \$	0,0 \$	116 590,0 \$	-9 672,4 \$	106 917,6 \$
Médicaments	737 912,6 \$	-38 843,2 \$	699 069,4 \$	0,0 \$	699 069,4 \$	3 908,6 \$	702 978,0 \$
Autres	100 228,7 \$	-3 432,1 \$	96 796,6 \$	0,0 \$	96 796,6 \$	-11 134,5 \$	85 662,1 \$
Administration	65 154,7 \$	-6 433,1 \$	58 721,6 \$	0,0 \$	58 721,6 \$	-1 083,6 \$	57 638,0 \$
Total	3 186 402,5 \$	-121 259,9 \$	3 065 142,6 \$	3 600,0 \$	3 068 742,6 \$	42 707,6 \$	3 111 450,2 \$

Réponse à la question 108

Dans l'accord-cadre de 1995 de nouveaux plafonds de gains de pratique ont été appliqués à l'ensemble des spécialités. Ils font partie d'une série de mesures rendues nécessaires pour respecter le cadre financier du gouvernement relatif à la rémunération des médecins spécialistes en octobre 1995.

Les nouveaux plafonds de gains de pratique s'appliquent à l'ensemble des médecins spécialistes en tenant compte, le cas échéant, des frais de pratique en cabinet. Toutefois, ces plafonds ne s'appliquent pas sur les services rendus en urgence. De plus dans le cadre des négociation sur l'implantation du mode mixte de rémunération, il est prévu que certains actes ciblés pourraient être exclus de l'application des plafonds de gains.

Impact du plafond

Les données de la RAMQ ne nous permettent pas actuellement de déterminer l'effet des plafonds de gains de pratique sur les listes d'attente puisque plusieurs facteurs peuvent affecter le niveau d'offre de service par un médecin. Toutefois dans les spécialité visées, on observe généralement que le niveau global d'activité est resté relativement stable. Le niveau d'activité est déterminé par la rémunération versée.

Les dernières données disponibles de la RAMQ portent sur l'activité médicale jusqu'au 30 septembre 1997. Les données des 12 mois précédant l'entrée en vigueur des nouveaux plafonds (octobre 94 à septembre 1995) sont comparées à celles des deux années subséquentes.

Neurochirurgie

Cette spécialité oeuvre presque exclusivement en établissement.

Les données de la RAMQ indiquent que globalement l'activité des neurochirurgiens est restée relativement constante en établissement.

Honoraires en établissement (000\$)

**Oct. 1994
à sept. 1995***

9 358

**Oct. 1995
à sept. 1996**

9 283

**Oct. 1996
à sept. 1997**

9 394

* Avant introduction des plafonds de gain.

Chirurgie cardiaque

Cette spécialité oeuvre aussi presque exclusivement en établissement.

Les données de la RAMQ indiquaient que l'activité totale avait diminué en 1996 comparativement à 1995. Toutefois cette diminution d'activité s'expliquait par la diminution des effectifs médicaux.

Honoraires en établissement (000\$)

**Oct. 1994
à sept. 1995***

12 940

**Oct. 1995
à sept. 1996**

12 571

**Oct. 1996
à sept. 1997**

13 514

En 1996, le MSSS et la FMSQ ont conclu une entente sur la réorganisation des services de chirurgie cardiaque. Cette entente vise à favoriser l'accessibilité aux services médicaux de chirurgie cardiaque. Des honoraires additionnels sont prévus dans ce protocole pour les médecins qui y participent.

Radio-oncologie

Cette spécialité oeuvre aussi presque exclusivement en établissement. En ce qui concerne l'activité médicale en établissement, les honoraires versés par la RAMQ aux médecins sont les suivants:

Honoraires en établissement (000\$)

**Oct. 1994
à sept. 1995***

6 543

**Oct. 1995
à sept. 1996**

6 678

**Oct. 1996
à sept. 1997**

6 799

Deux médecins sur 39 ont des revenus se situant près du plafond. Globalement l'activité a augmentée.

* Avant introduction des plafonds de gain.

Radiologie diagnostique

Cette spécialité pratique en cabinet et en établissement. La rémunération en cabinet comprend la composante professionnelle qui représente environ 25% de la rémunération totale versée en cabinet et une composante technique de laboratoire équivalente à l'autre 75%.

Honoraires professionnels (000\$)

	Oct. 1994 à sept. 1995*	Oct. 1995 à sept. 1996	Oct. 1996 à sept. 1997
Cabinet**	15 085	14 828	14 515
Établissement	78 978	80 332	81 123
Total	94 063	95 160	95 638

L'activité globale est restée à peu près constante. On observe toutefois une augmentation d'activité en établissement et une baisse en cabinet.

Neurologie

Cette spécialité est pratiquée en cabinet et en établissement.

Honoraires bruts (000\$)

	Oct. 1994 à sept. 1995*	Oct. 1995 à sept. 1996	Oct. 1996 à sept. 1997
Cabinet	7 998	7 764	8 038
Établissement	19 190	19 992	20 213
Total	27 188	27 756	28 251

Une dizaine de neurologues sur 173 ont leurs revenus réduits par le plafond de gains de pratique. L'activité globale a augmenté surtout en établissement.

* Avant l'introduction des plafonds de gain.

** Estimé à 25% des honoraires totaux.

Assurance médicaments

Statistiques obtenues pour la période du 1 avril 1997 au 31 mars 1998

Sujet	Nombre d'appels répondus relatifs à l'assurance médicaments	
	par jour	total
Inscription	892	220 352
Modifications	276	68 288
Renseignements	605	149 389
Plaintes reçues par les préposés	3	793
Plaintes reçues par la Commissaire aux plaintes	5	1 357
Total	1 781	440 179

Pour la clientèle	Nombre d'inscriptions (1) à l'assurance médicaments	
	par jour	total
Adhérent (adulte)	1 175	290 239
Assuré (mineur)	241	59 446
Total	1 416	349 685

(1) = Comprend première inscription et nouvelle période d'admissibilité

Pour la clientèle	Nombre de modifications (2) à l'assurance médicaments	
	par jour	total
Adhérent (adulte)	375	92 733
Assuré (mineur)	77	18 993
Total	452	111 726

(2) Nombre de mises à jour pour début ou fin de couverture

Description des clientèles	Personnes admissibles à l'assurance médicaments
	Nombre
Adhérent adulte	1 058 621
Enfant d'adhérent et adhérent mineur	322 440
Enfant d'adhérent (18 à 25 ans étudiant) et adhérent étudiant	57 604
Dépendant handicapé	155
Moyenne mensuelle - Adhérent	1 438 820

Description des clientèles	Autres personnes admissibles à l'assurance médicaments
	Nombre
Bénéficiaire de 65 ans et plus - SRG maximum	62 583
Bénéficiaire de 65 ans et plus - SRG partiel	369 686
Bénéficiaire de 65 ans et plus - sans SRG	431 505
Bénéficiaire de 65 ans et plus - désassuré (*)	27 827
Moyenne mensuelle - 65 ans et plus (PA)	863 774

(*) Clientèle désassurée exclue du total

	Autres personnes admissibles à l'assurance médicaments
	Nombre
Prestataire de la sécurité du revenu (PSR)	763 911
Aide au conjoint (PSR) - S.R.G.	2 426
Moyenne mensuelle - PSR	766 337

